

Toutes nos publications et vidéos

sur : www.lutte-ouvriere.org

Suivez-nous aussi sur Facebook :

www.facebook.com/mink.takawe

www.facebook.com/lutteouvriere.sedan

Lettre d'information

Lutte ouvrière

Ardennes



26/06/2020

Hors d'une lutte massive et résolue, point de salut pour les travailleurs !

La catastrophe sanitaire n'a été qu'un intermède pour la bourgeoisie. Au lieu des 60 milliards de dividendes prévus, les actionnaires en ont touché 40 ! Quand on est multimillionnaire, ce n'est certainement pas le bout du monde !

La bourgeoisie a de quoi se sentir soutenue : avec 15 milliards pour l'aéronautique, 8 pour l'automobile et 18 pour le tourisme, l'hôtellerie et la restauration. L'État a déployé les grands moyens. Eh bien, cela n'empêche rien : la bourgeoisie impose de nouveaux sacrifices aux travailleurs et planifie des milliers de licenciements !

Entreprises mises en faillite, emplois supprimés, CDD, intérimaires et prestataires renvoyés... Les travailleurs ne sont pas mieux considérés que les machines que l'on branche, débranche et déplace au gré des perspectives de profits. La classe capitaliste sera sans pitié pour les travailleurs. S'ils ne se défendent pas pour préserver leurs conditions d'existence, des millions de nouvelles familles sombreront dans la précarité et la misère.

Alors il n'y a point de salut pour les travailleurs, hors d'une lutte collective et déterminée. Celle-ci peut s'engager à partir d'objectifs simples et unificateurs. Face à l'effondrement de l'activité, il faut répartir le

travail entre tous les salariés, qu'ils soient en CDI, en CDD, intérimaires ou salariés de la sous-traitance. Si l'activité est réduite, les cadences doivent baisser, le temps de travail doit être réduit et les salaires maintenus intégralement en prenant sur les profits. Il faut imposer de travailler moins pour travailler tous ! Pas un ne doit être chassé de son poste de travail ni privé de son salaire !

Pour résorber le chômage, il faut créer massivement des emplois. L'épidémie de Covid a mis en évidence le manque de personnel dans les hôpitaux. Pour qu'ils ne soient pas débordés, il a fallu des milliers de volontaires ! Les besoins sont tout aussi flagrants pour soigner les personnes dépendantes, pour l'éducation et la petite enfance, pour les transports ou pour la Poste.

La bourgeoisie s'y oppose, comme pour toutes les dépenses publiques qui ne lui sont d'aucun profit. Mais les hôpitaux ou les Ehpad n'ont pas à être rentables. Ils ont à assurer tous les soins dont chacun, riche ou pauvre, a besoin !

À la logique de rentabilité de la bourgeoisie, les travailleurs ont à opposer la leur : des emplois, des augmentations de salaire et un contrôle ouvrier sur les agissements du grand patronat qui nous mène de crise en crise !



Sommaire

Cora Les Ayvelles, Petite prime sur fond de grands profits

Sedan - collectif de couturières bénévoles, Quand formation rime avec souci d'émancipation

page 2

Manifestation à Charleville et Sedan, Du fric pour l'hôpital pas pour le capital

Primes aux soignants, Les promesses n'engagent que ceux qui y croient

page 3

Ardennes Métropole, Travailleurs, défendons-nous nous-mêmes !

Charleville - plan de relance pour l'apprentissage, Quand apprentissage rime avec gavage

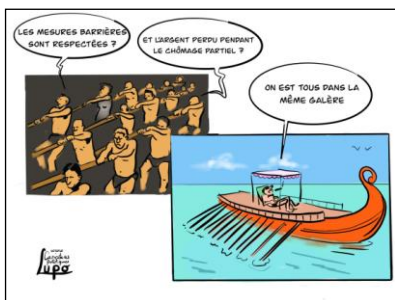
page 4

Guichet de la gare de Revin, Pénurie de personnel

page 5

Cora les Ayvelles

Petite prime sur fond de grands profits



Les salariés de Cora ont enfin perçu la prime promise par leur direction. Mais elle a finalement été versée sous forme de prime forfaitaire en fonction du temps de présence : 125 € par semaine travaillée, s'il

n'y a eu aucune absence pour garde d'enfant ou maladie.

Comme si le risque pouvait se calculer au prorata du temps de travail ! Une heure suffit pour être contaminé... Les salariés contraints de rester chez eux pour garde d'enfant ou pour maladie n'ont pas choisi de moins travailler !

Avec le chômage partiel imposé, beaucoup ont vu leurs revenus drastiquement diminuer. Ce prorata est

bien mesquin quand on connaît les chiffres d'affaires records réalisés par la grande distribution.

Cette prime, tout le monde devrait la toucher, intégralement et sans condition ! Ce sont d'abord des augmentations de salaire qu'il faut, pas seulement une prime ponctuelle et donnée au compte goutte. Aux travailleurs d'imposer cela collectivement.

Sedan - collectif de couturières bénévoles

Quand formation rime avec souci d'émancipation

Un collectif de 22 couturières bénévoles du Sedanais a fabriqué plus de 7 000 masques au plus fort de la crise. Ces travailleuses ne comptent pas en rester là, bien qu'elles aient pour la plupart repris leurs activités professionnelles.

Outre la production de masques adaptés aux malentendants et personnes autistes qui se poursuit, elles répondent aujourd'hui à une commande de l'hôpital Necker, en plaid destinés aux nourrissons prématurés. Et une dizaine d'entre elles se lancent dans la formation. Elles dispenseront des cours gratuits

afin de former des femmes, en situation de grande précarité, à la couture.

Ces travailleuses pallient non seulement à l'incurie de l'État et cherchent maintenant à permettre à des femmes, que la société capitaliste met sur le carreau, de relever la tête. Cela montre une fois encore le dévouement, les capacités d'initiative et d'organisation dont sont capables les travailleuses et les travailleurs, pour répondre aux besoins de la population.

Alors finissons en avec un système capitaliste qui ne pense qu'en terme de

rentabilité, d'intérêt privé, et de profits, Les travailleurs font tout et peuvent tout. A eux de diriger la société !



Manifestation à Charleville et Sedan

Du fric pour l'hôpital pas pour le capital

À Charleville, mardi 16 juin, plus de 600 manifestants se sont réunis devant l'Agence Régionale de Santé pour défendre l'hôpital.

Les blouses blanches des infirmières, de tous les personnels soignants des hôpitaux de Manchester, de Sedan, de Bel Air, du centre de rééducation... ont été rejoints par des pompiers, des chasubles rouges des travailleurs des usines Tarket, PSA..., par des Gilets Jaunes et par d'autres, retraités, salariés, professeurs... venus en nombre pour refuser le retour à l'«anormal». Ensemble, ils sont partis en cortège

manifestant devant l'hôpital et là, faire résonner un clapping pour rendre hommage à tous les personnels.

Dans leurs discours, les soignants rappelaient qu'ils ont dû se battre « sans arme » pendant l'épidémie, et qu'aujourd'hui ils veulent plus de moyens, de personnels, de lits... et une véritable augmentation de salaires pour tous ! Pour eux « Soigne et tais-toi » c'est fini et ils ont bien raison de se faire entendre !

Plus tard, ce sont quelques centaines de manifestants qui se sont fait entendre dans les rues de Sedan pour dénoncer la

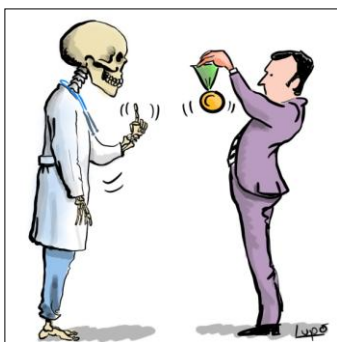
fusion des hôpitaux de Sedan et Charleville et défendre le maintien de l'hôpital sur la ville.

Ces premières manifestations, qui ont déjà réuni au-delà des rangs des hôpitaux, montrent que c'est tous ensemble que les travailleurs devront se battre pour ne pas payer la crise dont les capitalistes sont responsables.



Primes aux soignants

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient



Dans les Ardennes, la Marne et l'Aisne, 25 532 personnes seraient concernées par la prime Covid de 1 500 € promise par le gouvernement. Ce chiffre ne tient compte ni des travailleurs des établissements privés ni de ceux des instituts médico-sociaux, comme si le

coronavirus s'était arrêté aux portes de ces structures. L'État renvoie la balle aux Conseils départementaux aux capacités financières déjà limitées et dégradées par la crise sanitaire.

Les critères pour pouvoir bénéficier de la prime se multiplient. Ainsi, il faudrait, dans certains départements, avoir travaillé 40 heures par semaine pour pouvoir la toucher. Donc aucun risque de contamination, en deçà de 39 heures... Ces comptes d'apothicaires sont vraiment insultants !

Salaires insuffisants, surtravail, conditions dégra-

dées et au final, mépris à l'égard de ceux qui au prix de leur vie ont limité les dégâts. Dans ce contexte, la colère exprimée lors des manifestations du 16 juin est légitime.

Une prime, ça ne suffit pas. Avec les personnels soignants, c'est tout le monde du travail qui doit exiger des salaires décents, des conditions de travail correctes et des embauches. De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat, et du travail, ce n'est pas ce qui manque !

Ardennes Métropole

Travailleurs, défendons-nous nous-mêmes !

Ardennes Métropole propose aux petits commerçants et entreprises, tous secteurs confondus, de reporter le paiement de leurs loyers, de leurs charges, d'échelonner le paiement des redevances d'ordures ménagères, de les soutenir pour obtenir la suspension des prélèvements des charges d'eau et d'assainissement... Pour les petits commerçants et petits artisans étranglés par le capitalisme, cela représentera sans doute une bouffée d'oxygène, mais toutes les

entreprises ne sont pas à loger à la même enseigne et continuent à engranger des profits, à licencier pour augmenter leurs marges à commencer par les entreprises dépendant des multinationales de la grande distribution comme Carrefour. Alors pour aider ces grandes entreprises, l'intervention des collectivités va de soi !

Mais les travailleurs ont eux aussi pâti du confinement, eux aussi ont du retard pour verser les loyers, du mal à payer les factures,

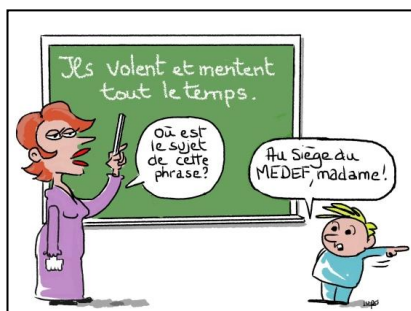
des difficultés à joindre les deux bouts... Mais là, Ardennes Métropole, la ville, les bailleurs sociaux ne sont pas aussi généreux !

Nos loyers, nos charges et nos impôts devraient être annulés. Cette crise n'est pas la nôtre, aux capitalistes de la payer !



Charleville - plan de relance pour l'apprentissage

Quand apprentissage rime avec gavage



Au nom d'un énième plan de relance, « pour l'apprentissage » cette fois, le gouvernement met un milliard sur la table. Les centres de formation privés, en bons entremetteurs,

encaissent des subventions au passage. Et comme ce n'est jamais suffisant, la Chambre de Commerce et de l'Industrie, le Medef et consorts pleurent pour que ce plan soit étendu aux entreprises de plus de deux cents salariés sous prétexte de respect de l'équité, selon le président de la CCI de Reims.

De l'équité bien comprise : l'embauche d'un jeune en alternance revient à un coût modique, voire nul.

Les apprentis, eux, ne verront rien de ces beaux principes d'équité. Ils devront se contenter de 27 % à 100 % du smic selon leur âge, sans promesse d'embauche ni grande perspective d'avenir.

Et pour cause, l'apprentissage, dans le système capitaliste, n'est qu'une des multiples ficelles permettant aux entreprises de se procurer de la main d'œuvre à moindre coût.

Guichet de la gare de Revin

Pénurie de personnel

Le guichet de la gare de Revin est resté fermé plus d'une semaine par manque de personnel. En effet, des agents ont été contraints de s'absenter pour des raisons de santé ou pour garde d'enfants. La SNCF n'a donc plus les moyens d'assurer l'ouverture des guichets dans toutes les gares et doit « *faire des choix* » ! Et son choix est vite fait : plutôt que de prendre sur les recettes des années passées pour embaucher, ce sont les usagers qui en font encore les frais.

Cette pénurie de personnel est la conséquence de suppressions de milliers d'emplois depuis des années. La situation déjà chaotique en temps habituel devient catastrophique.

Des guichets restent fermés, faute de personnel alors qu'avec la crise, des centaines de travailleurs sont venus grossir la queue au guichet de Pôle Emploi. Quel gâchis et quelle absurdité !

À la SNCF, comme dans d'autres secteurs, une

solution permettrait un meilleur fonctionnement de la société : partager le travail entre tous, sans diminution de salaire en prenant sur les profits accumulés. Cela il nous faudra l'imposer !



Nos publications



Notre hebdomadaire



Notre mensuel

Cliquez sur le type de publication pour y accéder en ligne